



# États-Unis, Russie, Europe : Nouveaux adversaires ou futurs alliés ?

Chef de bataillon Philippe DODANE  
12<sup>ème</sup> promotion du Collège Interarmées de Défense  
Année 2004/2005  
Mémoire de géopolitique.

**Directeur de séminaire : Général Vincent DESPORTES**

# États-Unis, Russie, Europe :

## Nouveaux adversaires ou futurs alliés ?

### SOMMAIRE

#### **1<sup>ère</sup> partie : Deux états aux situations disproportionnées**

Une Russie diminuée

Les Etats-Unis : seule hyper puissance

#### **2<sup>ème</sup> partie : Vers une nouvelle guerre froide ?**

Les évolutions de la politique extérieure des Etats-Unis

La transformation du containment

Le retour de l'autoritarisme russe

#### **3<sup>ème</sup> partie : Quelles alliances ?**

La fin des alliances permanentes

Des alliances ou une communauté d'intérêts ?

# 1 Introduction

A la suite des attentats du 11 septembre, Vladimir Poutine a été le premier chef d'état à contacter Georges Bush. Plus tard, il a donné son accord à l'installation de bases américaines en Asie pour lutter contre les Talibans, en dépit des réticences de son opinion publique. A l'inverse, les européens s'allièrent par la suite avec les russes pour dénoncer l'intervention américaine dans le Golfe.

Plus récemment, la secrétaire d'État américaine Condoleezza Rice a promis le 18 janvier 2005 une politique étrangère privilégiant davantage la diplomatie, basée sur la défense de la démocratie à travers le monde, et sans complaisance pour les "postes avancés de la tyrannie". Elle a fait un bilan critique de l'action du président russe Vladimir Poutine, affirmant "qu'en Russie, nous voyons que le chemin de la démocratie est accidenté et que son succès n'est pas assuré".

Ces changements de discours sont symptomatiques des revirements de politique internationale de ces grands acteurs. Dans ce contexte, les États-Unis peuvent craindre l'émergence d'une alliance Europe - Russie, challenger de la supériorité américaine. Géant militaire affaibli, la Russie ne fait plus peur et devient donc un allié potentiel, pour les uns permettant de contrebalancer l'hyper puissance américaine, pour les autres d'encercler la Chine (nouvel ennemi désigné) ou de diversifier les approvisionnements en matières premières.

Les préoccupations stratégiques des uns et des autres se rejoignent-elles ou au contraire les États-Unis perçoivent-ils ces puissances en devenir ou faiblissantes comme des menaces ?

Depuis l'éclatement de l'URSS, le faible poids stratégique de la CEI et la montée en puissance de l'Union européenne et de la Chine, la Russie se situe dans une situation inédite vis à vis de son " étranger proche " et des pays asiatiques. La Russie n'est plus, pour ces pays, le seul acteur géopolitique, et elle doit donc s'appuyer sur ses ressources pour réaffirmer son influence, en reconstruisant son armée sinistrée et en enravant sa chute démographique.

Le récent conflit autour de l'invasion de l'Irak a ébranlé le système d'alliance mondial qui prévalait jusque là. Alors que le camp occidental s'était uni après les attentats du World

Trade Center, seul est resté dans les esprits le " non " franco-allemand à la guerre d'Irak. Aujourd'hui les États-Unis regardent du côté des nouvelles démocraties à la recherche des alliés de demain. Une impression de rupture entre l'Europe et l'Amérique se dégage avec persistance. Le 11 septembre a créé un véritable traumatisme chez les Américains : l'étranger est entré dans la conscience de l'électeur, comme source de danger, de menace contre le Bien. Sûrs de leur pré-éminence morale et démocratique, les États-Unis se tournent de plus en plus vers l'action unilatérale afin de promouvoir et conserver leur statut de seule hyper puissance, tout en refusant de s'incliner devant les instances internationales comme l'ONU.

En réaction, puissances en devenir ou en reconstruction, l'Europe et la Russie tentent de se rapprocher. " Le partenariat stratégique " proclamé entre la Russie et l'Europe doit faire face à des divergences de conception des intérêts et des valeurs communes. De plus, ce rapprochement est menacé par le faible pouvoir de décision de l'Union Européenne (dépassé par les diplomaties des états membres) et surtout par l'ambiguïté du pouvoir de Vladimir Poutine, virant à la « dictature de la loi », menant une guerre terrible en Tchétchènie et entretenant des relations suivies avec des états mis au ban de la communauté internationale comme l'Iran ou la Syrie.

## **2 Deux états aux situations disproportionnées**

**Le statut jadis équilibré des États-Unis et de la Russie a radicalement changé depuis la fin de la guerre froide. La Russie rétrograde de sa place de co-superpuissance à celle de puissance régionale majeure multiple implantée sur plusieurs continents grâce à son immensité géographique : l'Armée rouge, ancien fleuron de l'URSS se délite, la population russe régresse fortement, l'économie est soutenue par les cours des matières premières, les ex-pays satellites s'émancipent. Face à cette chute et s'appuyant sur des corpus doctrinaux parfaitement explicites et clairvoyants, les États-Unis s'appuient sur leur puissance économique et militaire pour renforcer leur pouvoir hégémonique sur la planète. A l'instar d'un de ses membres, l'UE peut quant à elle être taxée de « géant économique et de nain politique »...**

### **2.1 Une Russie diminuée**

Il convient tout d'abord de rappeler certaines données de base mais qui aident à mieux comprendre la politique internationale russe. La Fédération de Russie est le pays le plus vaste du monde. L'Oural constitue une barrière naturelle entre la Russie d'Europe, à l'Ouest, et la Russie d'Asie (la Sibérie) à l'Est. La dureté des conditions climatiques explique la moyenne du peuplement relativement faible et sa localisation préférentielle à l'Ouest de l'Oural à des latitudes souvent méridionales.

#### **2.1.1 La descente aux enfers de l'Ex Armée Rouge**

L'ancienne Armée Rouge, armée régulière, subsiste. Créée par Trotski pour combattre les blancs, elle acquiert une puissance considérable avec la militarisation de la société communiste. Elle se pare d'un prestige sans égal grâce à la deuxième grande guerre patriotique, celle de 1940/41. Mais l'Armée russe n'est pas l'Armée rouge !

La Russie a hérité 60% de toutes les Forces armées de l'ancienne Union Soviétique déployées en Russie. Elle a étendu encore ses ressources en prenant en compte une partie des moyens situés en dehors de son territoire au sein de la Communauté des Etats Indépendants. Au jour de la signature de la doctrine militaire de 1993, les Forces armées dépassaient l'effectif de 2,8 millions d'hommes, ce qui correspondait à un ratio de la population 2 fois supérieur aux ratios occidentaux. Le budget militaire ponctionnait entre 10 et 20% du Produit Intérieur contre 3 à 4% pour les pays occidentaux, même si ces PIB ne sont guère comparables. Cependant, les crédits militaires ont été divisés par 5 depuis la

chute du mur de Berlin. Il n'y a plus que la moitié des jeunes russes qui effectue aujourd'hui leur service militaire. Le modèle traditionnel du citoyen en arme laisse place peu à peu à la professionnalisation des armées. Toutefois cette réforme est difficile à mettre en œuvre et **l'armée régulière s'en trouve aujourd'hui dévalorisée, notamment au profit des forces de sécurité intérieure russes.** Un fait est symptomatique de ce point de vue : avant l'arrivée du président Poutine, on a compté jusqu'à 6 mois de retard dans le versement des soldes.

Selon les chiffres avancés par Youri Roubinski dans les « cahiers de Mars » le rapport des dépenses militaires entre les Etats-Unis et la Russie serait désormais de un à trente. Le déclin de l'Armée russe est incontestable, ce qui permit à Soljenitsyne d'écrire en 1998 dans son ouvrage intitulé « La Russie sous l'avalanche », que l'armée russe « n'est pas même capable d'assurer correctement la garde des casernes en temps de paix ». **On peut légitimement s'inquiéter de savoir si elle conserve à ce jour la maîtrise réelle des importants stocks résiduels d'armements nucléaires dont elle a la charge.**

### **2.1.2 Un capitalisme toujours en devenir aidé par une croissance fragile**

Depuis sa sortie de crise en 1998, la Russie affiche de bons résultats économiques. Le PIB a augmenté de plus de 30% depuis cette date avec un taux de croissance prévu pour 2004 d'environ 6%.

Les russes n'ont pourtant pas pris conscience assez vite des réalités du monde contemporain. Ils avaient la certitude que l'URSS, en dépit d'infrastructures vieillissantes et d'une main d'œuvre peu motivée, était un grand pays économique. Il suffisait juste de remplacer l'idéologie par le profit, pour que tout se remette en ordre. Ils n'avaient pas réalisé qu'il convient pour faire des bénéfices de fabriquer au meilleur prix des produits correspondants à des besoins réels.

**La croissance de l'économie russe repose principalement depuis 2000 sur les prix élevés du pétrole sur les marchés mondiaux.** Fortement axée sur des produits de base, l'économie russe souffre donc peu du ralentissement mondial avéré avant même le 11 septembre 2001. En 2000, le taux de croissance du PIB était de 8,3 % mais l'inflation reste excessive. Le président Poutine et son ministre des finances Alexeï Koudrine ont admis depuis le 11 septembre qu'une baisse importante et prolongée des prix mondiaux du pétrole les forcerait à revoir leur planification budgétaire pour les années à venir, et ce d'autant plus que la Russie s'est engagée à rembourser toutes ses dettes existantes.

Par ailleurs, le président russe poursuit sa lutte « anti-corruption » en s'attaquant aux oligarques de l'ère Eltsine, ces hommes d'affaires qui ont amassé des fortunes lors des privatisations opaques des années 1990. Il s'en prend en particulier aux magnats de l'économie des médias, tels que Vladimir Goussinski, directeur de la chaîne de télévision indépendante NTV, particulièrement critique sur la guerre de Tchétchénie, et Boris Berezovski, propriétaire de la chaîne TV6. Cette dernière a été contrainte de fermer en janvier 2002. Opérée au nom de la stabilité économique et de la lutte contre la corruption, cette mainmise sur les médias porte gravement atteinte à la liberté et au pluralisme de l'information en Russie. Elle s'accompagne en outre d'un renforcement du contrôle du Kremlin sur les partis politiques par l'adoption en juillet 2001 d'une loi limitant le nombre de partis politiques. Visant à assurer la stabilité politique dans un pays caractérisé par le fractionnement des forces politiques, cette loi aboutit à l'interdiction d'environ 90 p. 100 des quelque 180 formations politiques existantes.

### **2.1.3 Le dangereux déclin démographique**

La Russie possède une superficie qui fait plus de 31 fois la France. Il lui reste aujourd'hui 145 millions d'habitants. **Cependant les russes sont sans cesse moins nombreux et la population de ce pays est toujours plus vieillissante puisqu'elle ne perd pas moins de 700.000 habitants par an, selon les statistiques officielles.** Ce déclin démographique est particulièrement marqué et rien dans les perspectives ou la conjoncture actuelle, ne permet d'entrevoir une amélioration, si petite soit-elle. Les conséquences de ce constat sont dramatiques à terme. En outre la population est fort mal répartie et l'est du pays est vide. Il s'apparente à ce que Churchill appelait le « ventre mou » d'un pays. Cette situation est d'autant plus préjudiciable que ces régions orientales sont soumises à la pression démographique chinoise.

Par exemple, la Sibérie a perdu 2,2 millions d'habitants depuis 1989 soit près de 10 % de sa population. Plus que jamais, le grenier à matières premières de la Russie paraît désert face à l'Asie surpeuplée. Or, phénomène inquiétant, **le vieux mythe du " péril jaune " (la crainte d'une invasion de migrants chinois) rejoint aujourd'hui les phobies anti-islamistes exacerbées par la crise tchéchène et réanime les sentiments hostiles à tous les migrants, qu'ils viennent du sud ou de l'est.** Ce pourrait être là un obstacle majeur pour le développement de projets de régions entières.

#### 2.1.4 L'évolution de la vision diplomatique

La fin de la guerre froide est un véritable bouleversement géopolitique. Dépassé par une évolution rapide, le régime post-communiste moribond fait brusquement miroiter soit l'illusion d'un renouveau national, soit la chance d'accéder au statut de nation. La période de la présidence de Boris Eltsine, période aux réformes brutales qui plongea la société russe dans une crise identitaire profonde, finit de bouleverser un monde ancien, sous bien des aspects immobile et sclérosé.

Cependant, **l'idée perdure indéniablement dans les élites russes, que l'Occident doit reconnaître à la Russie, malgré la profonde crise qu'elle traverse, un statut de puissance de premier plan et de partenaire incontournable.** Ce phénomène relève de la nostalgie sinon d'un complexe de supériorité anachronique. En effet, la Russie, qui est un carrefour entre l'Europe et l'Asie mais aussi une puissance essentiellement continentale tournée vers l'Europe, doit aujourd'hui se poser la question de savoir si ses préoccupations immédiates et sa dimension réelle ne sont pas celles d'une puissance à vocation essentiellement régionale.

Enfin, **la crise du Kosovo a été vraisemblablement le point de départ d'une prise de conscience terrible de la Russie tout entière : la sécurité en Europe n'est plus un dialogue exclusif entre Moscou et Washington.** La relation exclusive entre les deux seuls grands n'existe plus. Consciente de cette réalité dégradante la Russie tente de réagir comme en témoigne la nomination en 1996 d'Evgueni Primakov au poste de ministre des affaires étrangère, dans le but affiché de promouvoir un monde multipolaire face aux avancées hégémoniques des Etats-Unis. En ce qui concerne la conception qu'a Poutine de la relation à mettre en œuvre avec l'Occident, il affirme désormais nettement que son objectif est la modernisation de la Russie et son intégration au monde occidental. Il n'a pas les mêmes réticences dures sur l'intégration que d'autres responsables plus traditionnels de la politique intérieure et étrangère russe. Il n'est plus dans un rapport de stricte comparaison de puissance ou d'influence pure, et ne partage pas cette idée selon laquelle la stature de la Russie serait diminuée par rapport à l'Occident du fait de relations non conflictuelles. Vladimir Poutine sait qu'il faut parfois laisser passer la monnaie pour garder les billets, savoir sacrifier l'accessoire pour sauvegarder tout ou partie de l'essentiel.

Par ailleurs, la diplomatie russe est actuellement extrêmement active. La nouveauté, c'est d'abord la capacité de cette diplomatie à exposer clairement ses buts et objectifs. Pour la diplomatie russe, le prestige d'un pays dans l'arène internationale tient à sa crédibilité. Et cette crédibilité s'acquiert lorsqu'on donne à sa ligne de conduite un minimum de continuité

et de prévisibilité. Exit donc, les conclaves obscurs du Kremlin et les réactions épidermiques ; voici venu le temps des lignes de conduite officielles et publiques.

**Comme la France, la Russie cherche à opposer à l'hyper puissance américaine la vision d'un monde multipolaire régulé par l'ONU comme autorité arbitrale.** On peut gloser à loisir sur cette « stratégie du pauvre », mais il n'en reste pas moins qu'elle a le mérite d'exister, comme elle a existé dans les décennies de construction de la puissance américaine, qui fut la première, par Wilson d'abord et Roosevelt ensuite à la sortie des deux conflits mondiaux, à imaginer l'un la SDN et l'autre l'ONU. Au-delà de cette conviction diplomatique, la Russie expose son opinion avec une bonne conscience des enjeux et une profonde ambition d'indépendance et de puissance nationale.

Dans un article publié dans la revue « Mejdounarodnaya jizn » (La vie internationale) de septembre-octobre 2003 sous le titre « Nouvelle année de politique extérieure pour le monde et la Russie », Igor Ivanov expose les fondements de l'action diplomatique russe. Avec d'abord un constat : « Il est difficile de se rappeler dans l'histoire moderne une autre période où le monde connaisse parallèlement autant de problème régionaux irrésolus qui menacent réellement la sécurité internationale. On devrait y ajouter les menaces comme le terrorisme, le séparatisme et d'autres formes d'extrémisme, le danger de la prolifération d'armes d'extermination massive et de leurs moyens d'acheminement, le trafic de drogue et la criminalité organisée ».

Face à ce constat, la Russie n'a qu'un seul objectif : « la prospérité et la sécurité à travers l'interaction internationale avec le maintien de l'authenticité nationale : voilà notre principe ». Pour Ivanov, les outils sont simples : le renforcement des institutions multipartites, et avant tout du rôle central et coordinateur de l'ONU et de son conseil de sécurité, qui doit être le garant respecté de l'intangibilité des principes fondamentaux du droit international. Le second moyen, c'est le dialogue inter-étatique, sur lequel la Russie compte beaucoup pour résoudre les problèmes clés et accroître son influence dans le monde.

## **2.2 Les Etats-Unis : seule hyper puissance**

### **2.2.1 La première puissance économique et militaire**

Les États-Unis possèdent l'économie la plus riche et la plus puissante du monde, avec un PIB par personne de \$36 300.

La suprématie technologique des entreprises américaines s'est réduit depuis la fin de la 2e Guerre Mondiale. Depuis 1975, la quasi totalité des gains représentés par les revenus des

ménages n'a concerné que la tranche des 20% des ménages aux revenus les plus élevés. Les années 1994-2000 ont témoigné de conséquentes augmentations en production réelle, de faibles taux d'inflation, et une baisse du chômage sous la barre des 5%. L'année 2001 a témoigné de la fin de cet essor, avec une production en augmentation de seulement 0.3% et un chômage et des faillites augmentant considérablement. La réaction aux attaques terroristes du 11 Septembre a montré la remarquable résistance de l'économie. Un rétablissement modéré était attendu en 2002, avec un taux de croissance du PIB atteignant 2.5% ou plus. Les marchés financiers ont été fragilisés par des scandales, alimentés en partie par la révélation de pratiques de comptabilités douteuses dans quelques entreprises importantes. Sur le long terme, les problèmes portent sur des investissements insuffisants dans les infrastructures économiques, l'augmentation rapide des coûts médicaux et des retraites pour une population vieillissante, des déficits commerciaux considérables, et la stagnation des revenus familiaux dans les faibles classes économiques.

Autre instrument de suprématie, le budget militaire américain dépasse les dépenses combinées des 15 puissances suivantes. **« avec en toile de fond la préservation du volume actuel, l'écrasante supériorité militaire des États-Unis est très probablement reconduite pour 30 ans. »<sup>1</sup>.**

La ligne stratégique suivie par l'administration Bush repose en grande partie sur le manifeste *Rebuilding America's Defenses : Strategy, Forces and Resources For a New Century* du PNAC (Project for the New American Century), un des *think tanks* qui ont préparé les projets de cette administration et employé quelques ténors qui sont actuellement aux commandes. *Rebuilding America's Defenses* offre une vision prospective détaillée des changements structurels qui affecteront les quatre corps de l'armée américaine, l'US Army, l'US Air Force, l'US Navy et les Marines. Certaines des réformes proposées ont déjà été mises en œuvre.

- Concernant l'armée de terre, ses effectifs devraient passer de 475 000 à 525 000 soldats, l'augmentation bénéficiant surtout aux unités de soutien tels que les renseignements militaires, la police militaire et d'autres unités similaires. L'armée doit, en outre, accélérer sa modernisation pour acquérir une plus grande mobilité opérationnelle et tactique. L'acquisition de véhicules mi-lourds, d'hélicoptères Comanche et de systèmes de roquettes HIMARS est primordiale à cet égard. La qualité de vie des soldats doit être améliorée de pair avec l'intensification des entraînements. Outre le repositionnement et la reconfiguration de la garde

---

<sup>1</sup> Etienne de Durand, Ramsès, 2003

Nationale et des réserves, le document appelle à une augmentation du budget de l'armée de terre qui passerait ainsi de 70 à 95 milliards de dollars.

- Pour l'armée de l'air, *Rebuilding America's Defenses* révèle que les États-Unis réfléchissent à mettre en place un réseau mondial de bases aériennes de projection à l'horizon 2010, en indiquant que les coûts d'une telle entreprise seraient compris entre 5 et 10 milliards de dollars. Dans ce cadre, des escadrons expéditionnaires autonomes seront déployés en Italie, dans le sud-est de l'Europe, à l'est de la Turquie, dans le Golfe Persique et en Asie du sud-est, région qui verra la présence de l'armée de l'air doubler dans les prochaines années. L'US Air Force doit investir pour augmenter la durée de vie de la flotte des F-15 et des F-16, lancer des programmes d'acquisition d'avions électroniques tels les AWACS et les JSTARS et regarnir son stock de munitions de haute précision. Les effectifs en activité doivent être augmentés de 30 000 à 40 000 personnes pour une structure globale de 18 à 19 escadrilles actives et 8 escadrilles de réserve.

- La maîtrise des mers, elle, devra être positivement affectée par la révolution technologique. L'US Navy devra désormais asseoir sa prééminence sur de nouveaux moyens, tel les missiles Cruise et le nouveau destroyer DD-21, qui ravissent ainsi le leadership aux portes avions. Le nombre de ces derniers doit passer de 12 à 9 au cours des six prochaines années et se maintenir à ce niveau jusqu'en 2025. Ces bouleversements induisent des économies d'effectifs qui " ouvriront la voie à de nouvelles façons de conduire les missions, renforçant la présence maritime au meilleur coût. " La marine doit concentrer les deux tiers de ses forces dans l'océan Pacifique qui abritera un second port d'attache. Le programme des F/A-18E/F devra être complété ainsi que la version " navale " des F-22 contrairement au Joint Strike Fighter (prévu en 2012) qui doit être reporté jusqu'à nouvelle donne. Enfin, la marine doit procéder à l'augmentation de sa flotte de sous-marins tactiques et de vaisseaux de surface pour contrebalancer la réduction envisagée de porte-avions.

- Le Marine Corps qui compte actuellement 170 000 soldats devra en intégrer 25 000 de plus au cours des prochaines années ce qui permettra la création d'une seconde unité expéditionnaire en Extrême Orient. La structure de ce corps devra être aussi revue pour instituer des unités allégées et modulables tout en réduisant les capacités inutilisées. Les programmes d'armement envisagés prévoient l'achat d'avions V-22 et de véhicules amphibies d'assaut qui amélioreront considérablement la mobilité tactique de ce corps.

## 2.2.2 La nouvelle place de la Russie dans la pensée stratégique américaine

La croisade lancée par Washington contre le terrorisme à la suite des attentats du 11 septembre 2001, a changé la donne géopolitique dans le monde en général et en Asie centrale en particulier. La traque d'Oussama Ben Laden et de son organisation terroriste Al Qaïda (la base) est le point de départ d'une collaboration étroite. Contre l'avis de ses généraux Vladimir Poutine se montre plus que coopératif lorsque les américains décident de frapper l'Afghanistan afin d'y déloger Oussama Ben Laden. Tournant le dos aux pays dits « parias » il s'engage aux côtés des Etats-Unis contre le terrorisme international. Ce choix lui permet de légitimer aux yeux de l'Occident son combat contre les indépendantistes tchéchènes.

Pourtant, si les analystes américains sont lucides sur les capacités et la place réelles de la Russie, ils n'en demeurent pas moins conscients de son formidable potentiel géopolitique. Ainsi, Zbigniew Brzezinski, très proche de l'exécutif américain, ancien conseiller à la sécurité de la présidence des États-Unis, expert fort écouté analyse t'il la place de la Russie dans son ouvrage de référence « Le grand échiquier ; l'Amérique et le reste du monde ». Il lui consacre un chapitre entier et intitule même un des chapitres de son livre « Le trou noir » qui traite de la Russie à l'aune des changements survenus depuis la fin de l'Union Soviétique et la naissance de la Communauté des États Indépendants. « **Il est indispensable que l'Amérique contre toute tentative de restauration impériale au centre de l'Eurasie** » qui ferait obstacle à ses objectifs géostratégiques premiers : « l'instauration d'un système euro-atlantique ». Après l'effondrement de l'Empire, qui a vu un vide politique (le « trou noir ») s'instaurer au cœur même de l'Eurasie, et qui a ramené la Russie « au niveau d'une puissance régionale du tiers monde », Brzezinski constate que cet état a très peu d'espaces « géopolitiquement sûrs ».

Il note que les frontières actuelles de la Russie ont reculé de plus de mille kilomètres vers le Nord après 1991, et les états qui l'entourent actuellement constituent une ceinture, un obstacle à son épanouissement, à son développement ; ceci tant vers l'Est que vers la Mer Noire et le Sud-Est de l'ancien Empire. L'auteur fournit une réponse américaine aux questions russes ; l'Amérique se préoccupe de savoir « ce qu'est la Russie, et ce que doivent être ses missions ainsi que son territoire légitime ». Mais la raison essentielle qui fait le regard critique, systématique américain vis-à-vis de la Russie est qu'elle a «une identité eurasienne», une «personnalité eurasienne», ce que les États-Unis n'ont pas par nature. Et si les États-Unis soutiennent l'Ukraine c'est que sans cette dernière, aucune restauration impériale n'est

possible pour la Russie. C'est l'application de la technique du «roll back», celle du refoulement de la Russie vers l'Asie.

Plus loin, Brzezinski note que pour échapper aux nouvelles visées «impériales» russes, les États de l'ex-URSS, «ont cherché à tisser leurs propres réseaux de relations internationales, avec l'Ouest pour l'essentiel, mais aussi avec la Chine ou les pays musulmans au Sud». La seule solution honorable pour la Russie, est «une direction partagée avec l'Amérique» ; ce pays «devrait se résoudre à jouer un rôle de tampon entre l'expansionnisme chinois et l'Ouest», à choisir l'Europe, alliée des États-Unis, pour faire face à d'éventuelles visées expansionnistes chinoises. Reste donc pour Moscou le «choix européen, seule perspective géostratégique réaliste» ; et, par choix «européen», il faut entendre, en fait, choix «occidentalo-américain». Pour les États-Unis, «la Russie paraît vouée à devenir un problème», et d'autant plus si d'aventure une alliance avec la Chine et l'Iran se concrétisait. C'est la raison pour laquelle les États-Unis doivent «éviter de détourner la Russie de son meilleur choix géopolitique», à savoir, l'Europe atlantiste. La Russie doit s'intégrer à l'Europe, en suivant un processus graduel, commençant par sa «participation au Conseil de l'Europe», à l'instar de la Turquie Kémaliste qui «s'est engagée sur la voie de la modernisation, de l'eupéanisation et de la démocratisation». La deuxième étape de cet arrimage européen de la Russie serait la proposition d'une charte avec l'OTAN par l'Europe et l'Amérique. Enfin, ultime étape dans ce processus, l'intégration de la Russie dans l'Union Européenne. Cependant, précise l'auteur, le choix de l'Europe pour la Russie se fera plus facilement une fois l'Ukraine intégrée elle-même à l'OTAN et à l'Union Européenne.

### 3 Vers une nouvelle guerre froide ?

Les États-Unis feront tout ce qui est en leur pouvoir pour ne plus connaître d'autre 11 septembre. Pour cela, fiers de leur modèle de réussite, ils refuseront toute contrainte d'alliance ou de traité international et interviendront, militairement s'il le faut, pour soutenir leur domination hégémonique désormais établie ou pour pousser leurs avantages dans une région du monde. La Russie, qui ne représente plus pour eux une menace mortelle mais plutôt un acteur régional dangereux, a bien pris en compte cette évolution pour se livrer à un jeu subtil de soutien ou de critiques envers ce nouveau géant afin de préserver ses intérêts géopolitiques.

#### 3.1 Les évolutions de la politique extérieure des États-Unis

##### 3.1.1 Le choc du 11 septembre 2001

Le 11 septembre 2001 : ce jour a propulsé le "reste du monde" au devant de la scène américaine. A l'instar de l'attaque de Pearl Harbor, la chute télévisée des deux tours a engagé une dynamique lourde et complexe qui inaugure une nouvelle ère géopolitique.

Les écrits de certains analystes en prennent acte. Donnant à l'événement tout son caractère providentiel, ce qui n'est pas sans rappeler d'autres temps, ceux des châtiments divins qui s'abattaient sur les nations en perdition, ils brandissent leur foi inébranlable en l'Amérique victorieuse, puissance humaniste et bienveillante. Leur 11 septembre est donc un épilogue qui frappe des années d'erreurs, mais aussi l'aube d'un sursaut, d'une prise de conscience des américains. **Le choc est comparable à celui de la Seconde Guerre mondiale. Il doit donc entraîner des bouleversements politiques et institutionnels de la même ampleur que ceux qu'a connus le vieux continent après 1945.**

Le monde se fait hostile pour les États-Unis, pourtant chantres de la mondialisation et de la suppression des frontières. Newt Gingrich, ancien speaker de la chambre des représentants sous le mandat Clinton, en livre une vision bien chargée dans « The vital imperative », texte d'un discours prononcé devant un comité parlementaire, publié le 9 septembre 2003 par l'American Enterprise Institute. Pour ce chef de file des républicains conservateurs, le maintien de la sécurité intérieure sera le plus grand défi de l'Amérique durant les prochaines décennies, et pour cause...

La science a conduit au développement d'armes létales qui pourraient tuer " plus de personnes qu'on ne pourrait actuellement l'imaginer. " Gingrich estime que la menace proviendrait

surtout des armes biologiques, auxquelles il accorde une pondération - risque de 80%, suivies par les armes nucléaires et, d'une façon marginale, par les armes chimiques (0,5% du risque). " Il est vital pour le Congrès et pour la nation de comprendre le réalisme et l'imminence de ces menaces. Le 11 septembre 2001 doit être un coup de semonce qui nous mènera à imaginer à quel point les prochaines attaques seront dangereuses. "

L'anti-américanisme des islamistes qui a atteint son apogée dans un monde violent et régi par la haine provient partiellement, selon Gingrich, du soutien que les Etats-Unis apportent à Israël mais l'attribue principalement aux différences culturelles profondes entre « l'Amérique libre et les islamistes obscurantistes ».

La globalisation des systèmes de communication et de transport ne fait que rendre plus explosif ce cocktail de terroristes, de dictateurs et d'armes de destruction massive. Tous ces éléments l'amènent à conclure sur la nécessité d'une politique mondiale américaine active et audacieuse se basant sur la doctrine de préemption, seule à même d'arrêter les agents du mal que sont Kim Jong-Il et Al-Qaeda.

### **3.1.2 Un unilatéralisme inavoué**

" Si vous êtes le genre de personne qui se soucie de l'unilatéralisme américain, vous n'êtes franchement pas au bout de vos soucis et pour cause: la plupart des multilatéralistes américains sont, au fond, de fervents unilatéralistes " déclare Robert Kagan. Explication : les multilatéralistes américains ne confèrent pas une valeur absolue à leur engagement car ils sont prêts à agir sans l'aval international même s'ils le recherchent à priori. Le président Jacques Chirac déclarait au New York Times " nous ne pouvons pas dire que le conseil de sécurité décide et, une fois cette décision prise, ne pas en tenir compte. " Or, et selon Kagan, ce serait précisément l'attitude adoptée par les multilatéralistes américains tels que Colin Powell et James Baker. Les fondements de cette attitude résident dans une analyse des coûts et des profits. L'action solitaire induit, en effet, des coûts importants et c'est ce fait là, et non une position de principe, qui pousse le gouvernement des Etats-unis à chercher des alliés pour les actions militaires qu'il entreprend. Il n'y aurait donc pas d'opposition entre multilatéralistes et unilatéralistes au sein du gouvernement américain, les puristes de ces deux tendances n'y étant pratiquement pas représentés. **Les Etats-Unis cherchent sans doute à minimiser leurs coûts mais ils les comparent aux pertes de l'inaction et aux gains de l'action qui, selon les analystes actuellement aux commandes, sont bien trop importants.**

Même si la nécessité de gagner la confiance du monde est réaffirmée pour poursuivre la lutte contre le terrorisme, la volonté multilatéraliste n'entraînera pas pour autant un glissement de

l'administration. Celle-ci continuera à rejeter les traités et les protocoles mal conçus, en dépit de leurs nobles intentions et de leur popularité internationale. Premiers visés, le protocole de Kyoto et le traité ABM, tous les deux écartés par le président Bush. **Pour l'administration américaine, l'intérêt national passe très au-dessus de toute contrainte émanant de la communauté internationale.**

La guerre en Afghanistan a montré cette conception américaine, lorsqu'il a été question de faire jouer l'article 5 du Traité de Washington pour l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (O.T.A.N.). Cet article pose la solidarité entre les pays membres, selon le principe "Un pour tous, tous pour un". Si un des pays alliés est attaqué, les autres se portent à son secours. Lorsque les Etats-Unis ont été attaqués le 11 septembre 2001 sur leur territoire, les membres de l'OTAN ont proposé la mise en œuvre de la clause de l'article 5. Et les Etats-Unis ont répondu "non, merci". L'expérience du Kosovo les avait conduit à rejeter l'association avec l'Alliance dans son ensemble. Dès lors qu'ils agissaient au nom de leurs propres intérêts vitaux, ils ont voulu choisir leurs alliés, un par un.

En fait, les alliés et l'OTAN ne pourront jouer un rôle que pour autant qu'ils soient disposés à suivre la stratégie américaine. Une des raisons fondamentales pour lesquelles les Etats-Unis n'ont pas souhaité l'application de l'article 5 est qu'ils gardent le souvenir de la campagne de mai-juin 1999 au Kosovo.

L'expérience de 1999 a été désastreuse sur le plan de l'efficacité militaire. En effet, au moment des bombardements aériens, tous les objectifs faisaient l'objet d'une discussion entre les alliés de l'OTAN...

### **3.1.3 La défense permanente du leadership mondial**

Les responsables américains ont développé depuis longtemps une vision du monde déterminée par leurs ambitions planétaires. Mais le reste de la planète ne peut partager une conception qui ne lui assigne qu'un rôle accessoire et qui exige l'existence d'une adversité pour maintenir l'unité américaine.

**"Il faut que la Maison Blanche veille au respect légitime de la primauté américaine sur l'Eurasie car les objectifs des États-Unis sont généreux".** C'est ainsi que s'exprime Zbigniew Brzezinski dans son ouvrage déjà mentionné "Le grand échiquier ; l'Amérique et le reste du monde", où les idées dominantes des élites dirigeantes américaines sont clairement exprimées.

Le fait que les Etats-Unis se soient élevés au rang de puissance globale est, lit-on, unique dans l'histoire. Ce pays a un appareil militaire qui est le seul à avoir un rayon d'action global.

Cette prééminence fait de l'ombre à la Russie et à la Chine ; néanmoins, le retard technologique de ces deux pays fait qu'ils n'ont pas de politique significative sur le plan mondial. Dans les quatre domaines clés (militaire, économique, technologique et culturel), les Etats-Unis sont dominants, et ceci leur confère la position de seule superpuissance globale.

Brzezinski développe ensuite ce « système global » propre aux Etats-Unis. La puissance globale des Etats-Unis viendrait d'une part du pluralisme de sa société et d'autre part de son système politique. Par le passé les Européens, dans leurs visées impériales, n'auraient été que des « aventuriers ». Autre élément de ce système : les idéaux démocratiques sont aujourd'hui identifiés dans le monde comme issus de la tradition politique américaine ; les Etats-Unis sont devenus LE modèle incontournable. La doctrine américaine, « mélange actif » d'idéalisme et d'égoïsme, est le seul qui prévaut ; bien entendu ceci pour le plus grand profit de tous.

Mais cette suprématie américaine reposerait également sur un système élaboré d'alliances couvrant la planète. **L'OTAN, l'APEC, le FMI, l'OMC, etc. (dans lesquels les Etats-Unis ont un rôle prépondérant, sinon directif) constituent un réseau mondial actif et incontournable dans la constitution et la conservation de la puissance globale américaine.** Et les Etats-Unis se doivent de conserver cette position d'hégémonie globale sans précédent ; il y aurait comme une « mission » confiée à ce pays, c'est la notion de « Manifest Destiny » chère aux américains. Il lui faut impérativement prévenir toute émergence de rivaux, maintenir le statu quo ; ceci au nom du bien être de l'humanité.

Halford J. Mackinder au début du siècle avait déjà tracé le rôle de la géographie, à savoir que « qui gouverne l'Europe de l'Est domine le heartland, qui gouverne le heartland domine l'île-monde, et qui gouverne l'île-monde domine le monde » (le heartland étant le cœur continental). L'Amérique suit donc cette voie pour parvenir au maintien de son rang.

Les Etats eurasiens possédant une réelle dynamique géostratégique gênent les Etats-Unis, il s'agit donc pour ces derniers de formuler des politiques spécifiques pour contrebalancer cet état de fait. Ceci peut se faire par trois grands impératifs : « **éviter les collusions entre vassaux et les maintenir dans l'état de dépendance que justifie leur sécurité ; cultiver la docilité des sujets protégés ; empêcher les barbares de former des alliances offensives** ».

### ***3.2 La transformation du containment***

#### **3.2.1 La protection de l'Europe devenue un poids pour les Etats-Unis**

L'Europe a choisi au cours des soixante dernières années de s'investir dans les politiques sociales au détriment de la puissance brute alors que les États-Unis ont opté chez eux, surtout depuis les années 1980, pour le désordre du laisser-faire tout en augmentant leur capital de

puissance militaire. Durant cette période, l'Europe a largement compté sur les États-Unis pour sa sécurité. L'Amérique s'est beaucoup investie, se dispersant même parfois, dans la lutte contre le totalitarisme soviétique. Pour autant, les États-Unis n'ont pas manqué par moments de s'investir dans les politiques sociales mais la volonté populaire et surtout politique ont souvent fait défaut : le projet de « *Great Society* » de Lyndon Johnson fut éclipsé par la guerre du Vietnam, le plan de restructuration de la sécurité sociale envisagé par Bill et Hillary Clinton fut dès le départ torpillé sur le plan politique. Il reste qu'aujourd'hui, l'Europe et les États-Unis ont des priorités différentes et même divergentes. Ces différences furent longtemps masquées par un objectif commun, celui de résister à la menace soviétique, et par des valeurs similaires de promotion de la démocratie et de la liberté. Depuis la fin de la guerre froide et surtout depuis le 11 septembre 2001, le fossé séparant les deux continents est apparu aux yeux de tous. **L'idée d'un retour à un équilibre multipolaire est peut-être séduisante a priori pour l'Europe, pour la Chine ou la Russie mais le monde est beaucoup trop complexe pour qu'un tel système soit viable selon les États-unis.** En surface, le problème de l'Europe est de s'accommoder de la puissance américaine. Celui des États-Unis est d'exploiter cette puissance.

**Certains analystes s'étendent sur " l'importance des coûts induits par la dépendance militaire européenne " et proposent une nouvelle négociation stratégique.** Plus de responsabilité contre plus de moyens serait la proposition d'une Amérique désireuse de briser la dépendance psychologique de l'Europe. Cette étonnante vision d'une Europe " parasite " semble faire l'objet d'un consensus parmi les néo-conservateurs. Ceux-ci relèvent le peu d'efforts engagés par l'Europe dans la lutte contre le terrorisme. Ainsi la guerre et la reconstruction de l'Afghanistan, pourtant à l'ombre de toute controverse, ont montré le non-engagement des européens qui s'investissent à peine, tant sur le niveau humain que matériel, dans le processus. La guerre des Balkans, elle, relève d'un tout autre registre. La majorité des néo-conservateurs considère que l'Amérique ne devait pas s'engager sur ce terrain hautement délicat et, qui plus est, ne menaçait nullement la sécurité américaine. L'Europe, qui devait être aux premières lignes de ce conflit, se serait dérobée de son devoir par manque de moyens, confiant la lourde tâche de stabiliser les Balkans à l'armée américaine. Les néo-conservateurs en ont conservé une grande amertume et ne manquent pas de souligner les coûts exorbitants de cette mission de " complaisance ".

### 3.2.2 Renforcer l'OTAN à l'est : " la nouvelle Europe " de Donald Rumsfeld

" L'Otan ne s'est pas montrée capable de se réorienter vers le combat contre le terrorisme. " Tel est le verdict d'un document de la RAND : « The counterterror coalitions : Europe » qui impute ce fait aux divergences profondes entre les membres de l'alliance quant à la nature de sa mission et à la faiblesse opérationnelle des européens. Pour pallier cette faiblesse, la RAND propose au gouvernement d'équilibrer coopération bilatérale et multilatérale. Les renseignements et actions militaires resteraient, selon ce schéma, du ressort des Etats alors que les volets législatifs et financiers de la lutte contre le terrorisme seraient poursuivis en partenariat avec l'OTAN et l'Union Européenne. Le document note, en outre, que l'Union Européenne reste limitée dans ce domaine malgré les importantes avancées de ces dernières années.

L'avenir de l'OTAN se trouverait-il à l'est ? C'est en tout cas ce que suggèrent de nombreux écrits proches de l'actuelle administration. Ce " coup de cœur " américain pour la Bulgarie, la Roumanie et leurs consœurs n'illusionne pas pour autant l'administration américaine sur les capacités militaires de ces nations nouvellement affranchies du joug soviétique. On partage les 9 pays de l'est candidats à l'adhésion en deux groupes : ceux à l'instar de la Roumanie et de la Bulgarie qui disposent d'une structure militaire, importante mais obsolète, et ceux comme les pays baltes et la Macédoine, qui doivent instituer une armée encore inexistante. Il s'avère d'emblée pour les experts que la contribution de ces pays à la puissance militaire de l'OTAN sera négligeable mais qu'ils consolideraient la base de projection des forces de l'alliance tout en étendant son périmètre de sécurité. Dans une optique de long terme, les pays candidats pourront, néanmoins, devenir des contributeurs nets à l'OTAN si les investissements que leur procurera leur adhésion sont employés à bon escient. **Le principal intérêt de l'élargissement de l'OTAN dépasse, toutefois, les considérations militaires. Les Etats-Unis y sont favorables car, au-delà des conséquences précédemment évoquées, celui-ci assied leur leadership sur l'organisation et écarte, du coup, la possibilité de la voir remplacée par une structure européenne.** En outre, l'expansion de l'OTAN à l'Est enrayerait la lutte d'influence que se livrent l'Allemagne et la Russie pour le contrôle de certains de ces pays.

La " nouvelle Europe ", labellisée ainsi par Donald Rumsfeld, sera donc un terrain hautement stratégique pour l'Amérique durant les prochaines années. Certains organismes appellent même à y déployer des efforts de propagande destinés à préserver cette " chasse gardée " de l'influence de l'autre Europe, que l'on cherche désormais à placer en autarcie. " Ceux qui ne sont pas avec nous seront contre nous ", ce slogan de George Bush ne s'appliquera pas pour

autant à la " vieille Europe ". Celle-ci ne sera jamais perçue comme un adversaire des Etats-Unis malgré les prophéties apocalyptiques de certains. L'Europe occupera plutôt une position réduite dans la politique étrangère des Etats-Unis qui préfèrent le dédain à l'adversité. C'est que l'Amérique se prépare à un repositionnement structurel pour faire face aux menaces de demain. L'Europe de l'est n'en est qu'un maillon, un avant poste permettant de mieux aborder l'Asie où se profile l'ombre inquiétante de la puissance chinoise.

### **3.2.3 L'implantation des Etats-Unis en Asie Centrale**

La production de pétrole de la fédération de Russie, actuellement de 7 millions de barils/jour, pourrait passer à 8.5 millions en 2010 et à 9.5 millions en 2020 selon les chiffres avancés par le « Figaro économie » du 4 mars 2003. En fait, ce sont les ressources de la Russie et des pays voisins de la mer Caspienne, dont le taux potentiel de progression est le plus prometteur. La Russie est actuellement le deuxième producteur mondial, derrière le Moyen-orient en terme de production/consommation. Elle est le principal exportateur mondial de gaz. Elle possède 3% des réserves pétrolières mondiales, mais la pleine mise en valeur des gisements russes est incontestablement devenue un enjeu mondial. En fin de compte, le secteur pétrolier et gazier représente désormais 40% des exportations russes et 66% des recettes budgétaires de la fédération. De plus, 70% de ces exportations sont destinées à l'Europe, contre 7% seulement à l'Asie.

Le futur rôle central de la zone Caspienne ainsi que celui des opérateurs russes dans l'approvisionnement de l'Europe voire de l'Asie, s'en trouvent logiquement confirmés. A moyen terme, le profit économique et géopolitique de la Russie dans cette affaire est évident. De fait la conjoncture politique et énergétique mondiale valorise donc les atouts de la Russie et des pays riverains de la mer Caspienne. Ces derniers s'affirment ainsi comme de futurs acteurs incontournables de l'approvisionnement pétroliers et gaziers des pays de l'OCDE. **Les États-Unis qui développent un partenariat énergétique avec la Russie, sont très présents dans la région.** Ils ont à l'évidence pris la mesure des formidables enjeux en cours et ce finalement pour le plus grand profit de la Russie.

### **3.2.4 L'émergence de la puissance chinoise**

L'analyse de la littérature stratégique américaine postérieure à la chute de l'URSS, autant que les déclarations des dirigeants, montre que le défi chinois est la priorité de la pensée géopolitique américaine. Cette priorité n'a pas disparu du seul fait des événements du 11 septembre 2001. Une grande nation est capable de mener de front un combat de sécurité

contre une menace transnationale et un combat de hiérarchie contre un rival étatique. Si l'Amérique ne cache pas son inquiétude quant à l'émergence de la Chine, elle ne dit cependant pas grand-chose de ce qu'elle a entrepris pour contrer sa rivale. Face à l'URSS, l'Amérique avait une stratégie globale. La stratégie globale des États-Unis contre la Chine est moins évidente mais elle pourrait se décomposer suivant quatre objectifs principaux :

- contrôler le besoin en énergie de l'adversaire ;
- l'encercler par un réseau d'alliances ;
- neutraliser sa capacité de menace nucléaire ;
- affaiblir sa géopolitique et son unité politique intérieure.

En dressant autour d'elle un cordon sanitaire d'États anti-chinois, les États-Unis vont probablement gêner les efforts de Pékin pour sortir de son isolement. Il y a cinquante ans, la Russie était encerclée à l'ouest par l'OTAN, au Moyen-Orient par le Pacte de Bagdad (provisoirement) et à l'Est par l'OTASE. Aujourd'hui, en encourageant l'entrée de la Russie dans un bloc euro - atlantique élargi, les États-Unis s'attachent à projeter les frontières de l'OTAN aux portes de la Chine. Durant les dix ans qui suivirent la fin de la Guerre froide russo-américaine, **la Chine s'efforça de consolider le Groupe de Shanghai, un front sino-russe destiné à contrer l'influence américaine en Asie centrale.** Les attentats du 11 septembre 2001 contre l'Amérique eurent pour effet indirect de briser la dynamique de consolidation du Groupe de Shanghai. **Désormais, les États-Unis et la Russie font front commun en Asie centrale contre l'islamisme sunnite et s'entendent sur le partage des richesses en hydrocarbures de la région.** Parallèlement, et au moins depuis 1999, les États-Unis consolident leurs relations avec l'Inde (comme le fait aussi Israël qui coopère de plus en plus avec les Indiens sur le plan militaire), puissance nucléaire comme le Pakistan, mais surtout formidable contrepoids naturel à la Chine en son sud comme la Russie l'est en son nord en même temps qu'elle sera aux côtés de l'Amérique dans la lutte contre l'islamisme sunnite. Si demain le Pakistan ne fait plus partie du « nouveau Pacte de Bagdad » que l'Amérique cherche à construire mais d'un bloc islamique hostile à Washington et Tel-Aviv, alors l'Inde sera son remplaçant évident, l'axe traditionnel Moscou New Delhi venant alors encercler la Chine. Fort logiquement, la situation serait à l'inverse de celle qui prévalait durant la Guerre froide (les Américains jouaient alors Pékin contre l'alliance Moscou/New Delhi).

### ***3.3 Le retour de l'autoritarisme russe***

Après avoir semblé, pendant une courte période, se désintéresser de sa proche périphérie occidentale et méridionale -les premiers gouvernements de l'ère Eltsine étaient avant tout

préoccupés par l'ébauche d'une nouvelle relation avec les États-Unis et l'Union européenne, Moscou est vite revenu à une politique plus classique d'affirmation de son intérêt pour une région stratégique. Proche des centres vitaux du pays, ce théâtre européen représente en effet l'axe majeur du commerce (10 des 15 principaux partenaires de la Russie sont européens) et c'est dans ces pays frontaliers de l'ouest et du sud que sont réunis la majorité des Russes de " l'étranger proche ", comme on désigne à Moscou les anciennes républiques de l'URSS.

### **3.3.1 La collaboration Washington – Russie : « l'incroyable alliance »**

L'OTAN compte à ce jour 19 membres plus la Russie qui depuis le 28 mai 2002 siège au conseil de l'OTAN. Cette organisation garde toutefois la possibilité de délibérer hors sa présence et si nécessaire d'agir contre son avis. C'est une des grandes victoires de Poutine. Un des objectifs russes est de participer pleinement à la sécurité de l'Europe, et notamment en ce qui concerne l'OTAN : le gouvernement de Vladimir Poutine pense qu'il est temps de renoncer au vieux principe soviétique selon lequel "ce qui est mauvais pour l'OTAN est bon pour la Russie". **En définitive, la Russie renonce à une confrontation absurde, perdue d'avance, avec le monde développé, qui renforce son sentiment d'humiliation et d'isolement. Les vrais intérêts passent par une coopération avec les Etats-Unis et avec l'OTAN.**

L'une des forces de la diplomatie russe est qu'elle sait toujours dire à son interlocuteur ce que celui-ci souhaite entendre. Avec les Français elle parlera de multipolarité ; avec les Américains de lutte contre le terrorisme ; avec les Italiens de contrats gaziers ; avec les Allemands de la relation privilégiée germano-russe dans la tradition de Bismarck. Un autre atout de la diplomatie russe est l'art de mettre en concurrence différents pays pour gagner les faveurs de Moscou. Ces procédés sont familiers pour tous ceux qui ont étudié la politique étrangère de l'URSS, remarquablement efficace en dépit de la faiblesse des moyens de l'Union Soviétique. Cependant, si usées que soient ces recettes, elles marchent toujours comme au premier jour ; quand Trotski en décembre 1917 déclarait à l'ambassadeur de France Noulens : "J'ai voulu vous témoigner la différence que je mets entre la France et les autres Alliés."

Moscou n'oublie jamais que la plus grande avancée russe en Europe eut lieu en 1945, au moment de la Grande Alliance, à la faveur de l'entente Roosevelt-Staline. « Cela peut sembler paradoxal, mais pour se rapprocher de l'Union Européenne il faut d'abord renforcer nos liens non avec l'Union Européenne ni avec les pays qui en font partie, mais la principale clé est l'amélioration de nos relations avec les Etats-Unis. C'est en passant par Washington que nous atteindrons Bruxelles beaucoup plus facilement... **Après avoir établi de bonnes relations**

**avec Washington il nous est beaucoup plus facile de défendre nos positions lors des sommets UE/Russie et d'exiger des concessions lors de la création de l'espace pan-européen.** » disait V. Sokolov. Le rapprochement avec les Etats-Unis s'ébauche au printemps 2001, donc avant le 11 septembre.

Comme l'avaient prévu les stratèges russes, l'entente russo-américaine ne tarda pas à décupler les effets de la diplomatie russe. Désormais Moscou ne se contente plus de mettre les Etats européens en concurrence. Poutine flirte tantôt avec Washington, tantôt avec les Européens, il laisse entendre qu'entre les deux le cœur de la Russie balance et que le plus offrant aura ses faveurs. Avec les Etats-Unis la récolte est maigre. En revanche auprès des Européens le succès est indéniable. La diplomatie française surtout ne peut résister à ce type d'arguments.

### **3.3.2 La reprise en main de « l'étranger proche »**

Au plus fort de la crise économique qui secouait les ex-pays satellites, le Kremlin a tenté d'imposer sa vision d'une organisation régionale. Celle-ci lui permettrait de jouer à la fois le rôle de gendarme et de garant exclusif de la sécurité (au sein des différents traités de la CEI signés entre 1992 et 1994) mais aussi de servir de pivot d'une zone douanière censée constituer peu à peu le pendant oriental de l'UE. Toutefois, le mélange de pressions économiques, favorisées par la dépendance énergétique de la plupart de ses partenaires envers la Russie, et militaires, avec la multiplication des interventions directes ou indirectes dans des conflits locaux, ont renforcé la méfiance de ces Etats. **L'instrumentalisation des conflits, de la Transnistrie à l'Abkhazie et au Karabagh, a certes favorisé l'adhésion à la CEI mais a aussi renforcé la détermination de ces pays à sortir d'un système de dépendance unique vis à vis de Moscou.** La création en 1996-97, avec le soutien des Occidentaux, du GUAM (sorte de front anti-russe associant quatre Etats de la CEI, Géorgie, Ukraine, Azerbaïdjan et Moldavie) a concrétisé ce refus d'un mode de relation placé sous le signe d'une domination qualifiée de néo-impérialiste par ses plus virulents détracteurs.

Mais Moscou est-elle prête à faire les compromis nécessaires pour que, si son poids économique et stratégique est reconnu, ses actions ne soient pas suspectées de néo-impérialisme? Vladimir Poutine peut-il admettre ce qui est une des marques les plus tangibles de l'affaiblissement de son pays : la Russie n'est plus le seul acteur et doit se résoudre à partager son influence dans une zone considérée longtemps comme un espace réservé ?

Le ministre russe de la Défense Sergueï Ivanov a déclaré le 12 janvier 2005 que l'Ukraine restait "géographiquement" là où elle se trouve, c'est-à-dire frontalière de la Russie, dans une

allusion au fait que ce pays ne pourra, aux yeux de Moscou, totalement échapper à son influence.

## **4 Quelles alliances ?**

La Russie comme la plupart des états européens souhaiterait retrouver un monde multipolaire, libéré de toute velléité dominatrice des États-Unis grâce à la restauration du pouvoir d'arbitrage de l'ONU. Malheureusement, les États-Unis n'accepteront plus la tutelle d'un organisme qu'ils critiquent vertement sans une grande réforme de cet organisme. De plus, la scène internationale s'est complexifiée depuis la chute du mur de Berlin et les intérêts géostratégiques de tous ces acteurs se rencontrent parfois mais s'opposent également. Moscou conserve en particulier certains côtés mal compris au mieux, sombres au pire, qui ne rassurent pas ses interlocuteurs européens, eux mêmes divisés et peu résolus.

### **4.1 La fin des alliances permanentes**

#### **4.1.1 Désacralisation de l'Organisation des Nations Unies**

L'Organisation des Nations Unies est désacralisée par les faucons américains qui la perçoivent, au mieux, comme un cénacle capable de légitimer leurs actions, et au pire, comme un fardeau empêtré dans une bureaucratie défailante aux relents idéologiques douteux. L'ONU ne peut donc plus servir de catalyseur à de nouvelles alliances, au contraire de l'assertion des pays européens et de la Russie, entre autres.

L'heure est aux coalitions des braves et non plus aux médiocres assemblées. Richard Perle, prédit même dans *United they fall*, publié alors que Bagdad tombait, la déchéance de cette organisation. "Ce qui mourra en Irak, c'est la fable de l'ONU, comme fondation d'un nouvel ordre global " déclare-t-il en insistant sur l'importance des coalitions de nations volontaires pour prévenir l'anarchie et l'insécurité là où l'Organisation des Nations Unies, et avant elle, la SDN, ont échoué. Le même état d'esprit prévaut chez Paul Johnson, de la Hoover, pour lequel " la nouvelle globalisation de la sécurité se fera avec le concours des Nations Unies, si possible, et sans eux, si nécessaire. L'empire de la liberté incarne la dynamique du changement ".

« Organisation sous perfusion », « société du débat glorifié », « barrière au progrès » sont quelques uns des qualificatifs utilisés à l'encontre de l'ONU. Toutefois et malgré ce sévère diagnostic, une partie des analystes américains propose de réformer les Nations Unies afin de revivifier le rôle de l'organisation internationale. " C'est la peur des réformes, et non leurs perspectives, qui porte le plus grand préjudice à l'ONU " déclare Kim R. Holmes, secrétaire

d'Etat adjoint américain pour les organisations internationales. Ils proposent donc une réforme, bien conforme aux intérêts américains, ventilée en six chapitres :

- **La sécurité internationale** : l'ONU doit être un organe multilatéral effectif qui s'attelle à préserver la sécurité mondiale et à contrôler la prolifération des armes de destruction massive. Pour cela, sa structure institutionnelle doit être remodelée afin de cesser de concurrencer la souveraineté nationale des pays membres et promouvoir la coopération internationale et la résolution des conflits.

- **Le financement** : Les Etats-Unis, qui fournissent actuellement 22 % du budget de l'ONU, demandent la réduction de leur part. Ils argumentent en faveur de l'augmentation des cotisations des grands pays émergents tels que l'Inde, le Pakistan ou le Brésil tout en réclamant une hausse de la quote-part des citoyens américains, actuellement fixée à 7%, parmi les fonctionnaires onusiens.

- **La réforme de la bureaucratie** : l'ONU emploie actuellement 56000 personnes dépendantes, pour leur majorité, du secrétariat général qui s'en sert pour contrer l'influence des Etats membres et exercer son autorité sur le palais de verre. Il faudrait réformer en profondeur la bureaucratie de l'organisation et exiger efficacité et transparence.

- **Les droits de l'Homme** : la composition de la commission des droits de l'Homme porterait une grave atteinte à la crédibilité de l'organisation. En effet, actuellement présidée par la Libye, elle inclut également parmi ses 53 membres la Syrie, le Soudan, Cuba et le Zimbabwe au grand dam de Washington qui considère ces régimes comme des " Etats voyous ". A moins d'une réforme fondamentale, le gouvernement américain devrait donc se retirer de la commission et refuser de la financer. Pour recouvrer son autorité morale, l'ONU devrait instaurer des critères d'admissibilité stricts à sa commission des droits de l'Homme qui se transformerait ainsi en fer de lance de la démocratisation.

- **L'idéologie** : les Etats-Unis considèrent que les Nations Unies ont longtemps servi de tribune à une pensée anti-américaine. L'influence des ONG issues de la gauche radicale doit être notamment amoindrie.

Dans le cadre des réformes proposées ci-dessus, les mêmes analystes recommandent aussi au gouvernement américain de s'opposer à tout élargissement du Conseil de Sécurité et à œuvrer en faveur de l'instauration d'un mandat unique pour le Secrétaire Général, qui resterait ainsi 5 ans en poste.

### 4.1.2 Une position russe peu lisible

La diplomatie russe se focalise souvent sur " l'américano - centrisme ". Les raisons en sont multiples, d'ordre à la fois interne et externe. En Russie, une partie de l'appareil diplomatique, de l'institution militaire et de la communauté des experts en relations internationales reste nostalgique des relations de superpuissance à superpuissance des années de Guerre froide. Le 11 septembre 2001 leur est apparu comme une "aubaine " confortant leur espoir que leur pays redevienne un partenaire de premier plan pour les Etats-Unis, la disparité des situations respectives des deux pays pouvant à leurs yeux être " gommée " par l'existence d'une menace commune – le terrorisme international. Cela a relativisé, aux yeux des élites russes, l'importance de l'Europe, à laquelle est notamment reprochée son incompréhension des réalités russes, en même temps que son incapacité à agir sur la scène internationale.

Néanmoins, dans un avenir proche, les russes souhaitent porter une plus grande attention aux relations et à la coopération avec les structures européennes et les Etats européens pris individuellement. Apparaît ainsi un risque pour les partisans ouest-européens d'un monde multipolaire : se faire instrumentaliser par la Russie.

Les sujets de critique les plus fréquemment évoqués portent sur la réalité de la volonté des Etats-Unis de « récompenser » la Russie de son soutien et de la traiter véritablement en partenaire. Ceci laisse à penser que le projet de rendre moins émotionnelles les relations russo-américaines se heurte à des réflexes et des inerties fortes au sein des cercles de pouvoir et de réflexion russes.

Ivan G. Toulina, Premier vice-recteur de l'Institut d'Etat des Relations internationales de Moscou placé sous la tutelle du Ministère des Affaires étrangères de Russie, énonce la stratégie russe. "Selon les experts russes, toutes ces évolutions soulignent que la stratégie de l'Union européenne, dirigée vers la constitution de capacités dans le domaine de la sécurité et de la défense, qui lui permettrait de prétendre à un rôle politique relativement autonome dans le système des relations internationales, recoupe la stratégie russe en un point commun : la formation d'un monde multipolaire au XXI e siècle. Ils estiment que la Russie devrait soutenir les efforts ambitieux de l'Union européenne, qui lui imposent un rééquilibrage de ses relations avec les Etats-Unis d'une part, et, d'autre part, le développement de ses relations avec la Russie". Visiblement, les européens de l'Ouest n'inquiètent pas beaucoup le Kremlin.

Le président Poutine ne cesse de déclarer que la Russie est européenne. Encouragés par les déclarations officielles russes et la propagande bien orchestrée de Moscou, nombreux sont les Européens qui jugent que la Russie est bien en train de s'europaniser. Qu'en est-il vraiment ?

Un sondage réalisé en 2000 pour Interfax révélait que 55% des Russes considéraient que la tâche historique de la Russie actuelle était de reconstituer un empire successeur de l'empire russe et de l'empire soviétique ; seuls 20% des Russes considéraient que la Russie est un pays européen, tandis que 51% estimaient qu'elle est asiatique autant qu'européenne. Poutine lui-même rappelait devant un public russe : "Nous vivons à l'Est et non à l'Ouest »; et plus récemment, avec un accent bien soviétique : « Nous n'avons pas besoin d'adulation aveugle de l'Occident. ».

## **4.2 Des alliances ou une communauté d'intérêts?**

**Beaucoup de commentateurs estiment que le président russe n'avait d'autre choix que de prendre en compte le désintérêt croissant de Washington à l'égard de Moscou, désintérêt qui menaçait de s'accroître.**

### **4.2.1 L'instrumentalisation des pays européens par la Russie**

Moscou, dans les années Eltsine, a globalement maintenu son attitude traditionnelle consistant à définir ses rapports avec l'UE en fonction du « facteur américain ». L'irritation de la Russie face aux évolutions de l'OTAN qu'elle juge contraires à ses intérêts et qu'elle impute aux velléités hégémoniques de Washington ne fera que conforter ces réflexes. Ceci est l'une des raisons pour lesquelles les dimensions politiques et de sécurité des relations entre la Russie et l'Union européenne sont dans la décennie 90 restées à la traîne des aspects économiques et commerciaux.

Le successeur de Boris Eltsine, Vladimir Poutine, a manifesté le désir de dépasser ces déséquilibres et de créer une dynamique vers un partenariat plus substantiel en matière politique et de sécurité avec l'UE. Celle-ci apparaît désormais en deuxième position dans la hiérarchie des priorités régionales de la politique extérieure russe, après la CEI.

La crise d'avril 1999 a marqué un moment clé. L'opération militaire de l'OTAN au Kosovo a ainsi posé de façon aiguë la perspective de la sécurité européenne. Si l'Alliance atlantique devait continuer à monopoliser le domaine de la sécurité, cette tendance conduirait inévitablement à la nécessité de réviser les doctrines nationales de sécurité. Ce qui pourrait avoir pour conséquence de créer en Europe de nouveaux différends et de renforcer les anciens.

L'objectif du Kremlin apparaît alors : l'alternative serait le rétablissement et la restructuration du système international de sécurité. La reconstruction de ses conditions de fonctionnement, un statut plus important dévolu à la Russie, et l'adoption de ce système par des forces

politiques influentes, exigent des partenaires autres que l'OTAN seule. Pour la Russie, dans un avenir proche, ces partenaires ne peuvent être que l'Union européenne, l'Union de l'Europe Occidentale (UEO) et l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE). C'est pour cette raison qu'elle a maintenu ses contacts avec les pays d'Europe occidentale, avant même la fin des bombardements dans les Balkans. **Dans un avenir proche, la Russie, dans ses efforts pour structurer ses relations institutionnelles avec l'Occident, pourrait s'orienter vers l'Union européenne, et soutiendrait la formation de l'identité de sécurité et de défense européenne (IESD), ainsi que le renforcement du potentiel politique et politico-militaire de l'Union.**

Une fois les Etats-Unis neutralisés, l'utilisation des relations bilatérales change de sens. Dans ses tête-à-tête avec chacun des pays européens, comme avec ceux de la CEI, la Russie se sent en position de force : c'est ce que constatait Alexeï Arbatov lors d'une conférence de presse tenue le 5 mars 2001 devant la Commission de la Douma à la Défense : " Dans les relations bilatérales la Russie est plus forte que tout autre partenaire. Tous les autres sont plus faibles. En outre la Russie ne trouve pas en face d'elle des fronts unis d'États qui vont à l'encontre des intérêts russes ... ”.

On assiste néanmoins à deux processus parallèles qui semblent aller en sens inverse. Dans ses relations bilatérales avec les grands Etats européens, la Russie obtient maintenant ce qu'elle veut : autocensure sur la question tchétchène, abandon des exigences en matière de démocratie et de liberté d'expression etc...Les responsables ouest-européens ne tarissent pas d'éloges sur le président Poutine. **En revanche avec l'Union Européenne la Russie trouve un interlocuteur beaucoup moins disposé à s'en laisser accroire.**

#### **4.2.2 La défiance des Etats-Unis vis-à-vis des pays européens**

Au paroxysme de la " guerre froide " franco-américaine qui a suivi l'invasion de l'Irak, certains néo-conservateurs n'hésitaient pas à appeler à un schisme avec Paris. Contribuant à cette atmosphère de défiance, certains voient les prémices d'un axe Paris-Pékin émerger en s'appuyant notamment sur un discours de Michelle Alliot-Marie qui a appelé le 30 juin 2003 à lever les restrictions sur l'export d'armements qui visent la Chine depuis l'épisode de Tienanmen. Jiang Zemin, alors numéro 1 de l'Etat chinois, a fortement soutenu l'initiative de la ministre de la Défense et a déclaré vouloir instituer, avec le concours de la France, « un nouvel ordre mondial ». Les Français, sont présentés comme adeptes de jeux de puissances globaux sans pour autant disposer d'une force globale, ce qui les pousserait à se réfugier dans des schémas de coalitions insensés. Paris est donc au cœur des axes anti-américains. Celui de

Paris-Beijing succède au Paris-Berlin-Moscou de la guerre d'Irak et, malgré l'irréalisme de son avènement, son mythe continue à alimenter la méfiance des néo-conservateurs américains.

**Le chantier institutionnel européen et, plus particulièrement, les travaux de la convention européenne, suscitent une forte agitation dans les milieux politiques américains qui le perçoivent comme un processus alambiqué aux résultats imprévisibles.**

Certains analystes se préoccupent particulièrement de l'Europe de la défense en affichant leur crainte de la voir se substituer à l'OTAN. Autre scénario, autre crainte, les Etats-Unis seraient conscients de la fragmentation du processus décisionnel européen qui pourrait paralyser la politique européenne de la défense, ancrant ainsi l'Europe à la protection américaine. Le gouvernement américain devrait donc négliger la constitution européenne et amoindrir son importance, si celle-ci, bien entendu, voit le jour. Il s'agit de montrer qu'une loi fondamentale commune ne se substituera, en aucun cas, aux accords bilatéraux qui existent entre les Etats-Unis et les pays membres de l'Union. Le gouvernement américain devra aussi prendre garde aux concessions qu'il pourrait accorder à l'Europe en l'appelant à ne pas s'enliser dans un processus de négociation permanent.

#### **4.2.3 Moscou va-t-elle (re)prendre la tête de l'axe du mal ?**

Les récents événements en Russie –le harcèlement des médias indépendants, l'attaque contre Mikhaïl Khodorkovsky, qui a construit l'entreprise la plus rentable et la plus transparente du pays, et les résultats des élections à la Douma de décembre 2003, qui ont vu disparaître du Parlement les parties libéro-démocratiques– montre que la Russie post-communiste est entrée, pour longtemps, dans une période de pouvoir semi-autoritaire. **Le régime de Vladimir Poutine, replacé dans l'histoire de la Russie, ressemble en effet à un nouvel avatar du pouvoir russe traditionnel, monolithique et personnalisé, la séparation des pouvoirs n'y étant que théorique.** Toute la question est donc de savoir comment Poutine réussira à concilier deux aspects opposés de sa personnalité –le réformateur pro-occidental et le politique autoritaire– et si ses choix pro-occidentaux seront ou non soutenables à long terme. « La Russie ne changera pas de cap et restera l'Etat démocratique qu'elle a choisi d'être il y a dix ans », assurait en septembre dernier le président Vladimir Poutine, face aux inquiétudes suscitées par les mesures de centralisation prises à la suite d'une vague d'attentats terroristes.

Les relations commerciales de Moscou constituent également un sujet d'inquiétude pour les pays occidentaux. En effet, **la Russie exporte des technologies sensibles à la fois vers l'Iran et la Syrie, deux états qui ne bénéficient pas de la considération amicale de la**

**communauté internationale.** A propos de l'Iran, M. Poutine estimait que ce pays devait se plier aux exigences de l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA) afin de convaincre la communauté internationale qu'il ne cherche pas à se doter de l'arme nucléaire. Dans le même temps, citant le directeur du centre d'apprentissage de Novovoronej, l'agence Itar-Tass a rapporté qu'un groupe d'ingénieurs iraniens spécialisés en énergie nucléaire sont arrivés début 2005 dans ce centre afin d'être formés au fonctionnement de la centrale iranienne de Bouchehr. Le projet de la centrale de Bouchehr représente une rentrée de quelque 800 millions de dollars pour la Russie. L'Allemagne avait entamé la construction de cette centrale, avant que la révolution iranienne (1979) ne l'arrête, et avait refusé de la reprendre dans les années 1980, sous la pression des Etats-Unis.

De son côté, tout en s'efforçant d'éviter une crise ouverte avec la Russie, Israël pressait Moscou de renoncer à la vente de missiles à Damas susceptibles de tomber aux mains de groupes "terroristes". "Nous avons demandé à la Russie d'annuler un contrat (d'armements) avec la Syrie, car ce pays soutient le terrorisme et fournit constamment des armes au Hezbollah (chiite libanais)", a affirmé le chef de la diplomatie israélienne Sylvan Shalom. Il est logique que la Russie cherche à revenir au Proche-Orient en s'appuyant sur ses relations traditionnelles avec Damas, bâties du temps de l'Union soviétique. "La Syrie était notre point d'appui, notre marine y avait des facilités portuaires, les oléoducs y ont été construits avec la participation soviétique, les officiers de l'armée syrienne étaient formés dans les écoles militaires russes" déclarait un officiel russe.

D'après l'information publiée par l'Institut international pour la paix de Stockholm (SIPRI), la Russie était en 2003 le leader mondial dans l'exportation d'armements. La Russie, qui détenait déjà cette place en 2002, distançait cette fois-ci de très loin son principal concurrent que sont les États-Unis. Le ministre de la défense Sergueï Ivanov déclarait par ailleurs en décembre 2004 que « la Russie est décidée à conserver son rang de puissance nucléaire à parité avec les États-Unis et les autres puissances nucléaires. Vladimir Poutine s'insurgeait quelques semaines plus tôt des « révolutions permanentes » qui menacent les républiques indépendantes associées à la Russie en pensant aux événements d'Ukraine avant d'ajouter : « on comprendrait mieux les positions américaines sur la Tchétchénie, cela voudrait dire qu'on crée les conditions pour ébranler la Fédération Russe ». Avant d'agiter l'emploi possible des nouveaux missiles nucléaires tactiques lors de conflits régionaux restreints... **La Russie présente encore un visage contrasté et souvent inquiétant.**

## 5 Conclusion

Les changements engagés dans la politique extérieure de la Russie par le président Poutine depuis son arrivée au Kremlin ont encouragé les pays occidentaux à apporter une réponse résolument positive au soutien apporté par Moscou aux États-Unis lors des événements du 11 septembre et à la coalition anti-terroriste dans les mois qui ont suivi. Les Occidentaux semblent avoir ressenti, notamment, que les conditions étaient peut-être enfin présentes pour que soit atteint un de leurs objectifs majeurs dans l'environnement international post-Guerre froide : l'ancrage d'une Russie jouant un rôle constructif en dehors de tout esprit de confrontation, notamment en Europe. Il s'agissait donc pour les capitales occidentales de parachever, par des gestes forts, l'engagement d'une Russie dont, depuis l'éclatement de l'URSS, ils craignent les instabilités et la volonté éventuelle de repli sur soi. Ainsi, tandis que les relations russo-américaines, pour lesquelles les deux pays cherchent à bâtir un « nouveau cadre stratégique », se sont nettement réchauffées et intensifiées au nom de la lutte contre le terrorisme international, l'Union européenne a offert, dès octobre 2001, un renforcement du dialogue avec la Russie sur les questions de sécurité ; en mai 2002, un nouveau conseil Russie-OTAN a été établi, qui donne théoriquement à la première une voix égale à celle des dix-neuf membres de l'Alliance sur certaines questions reconnues d'intérêt commun. Avec tous ces partenaires, des coopérations plus étroites sont envisagées en matière de défense et de lutte contre la prolifération des armes de destruction massive. Par ailleurs, la Russie, devenue membre à part entière du G8, a été reconnue, en 2002, comme économie de marché par l'Union européenne et les États-Unis, qui affirment leur intention d'assister ce pays dans ses efforts pour rejoindre l'OMC.

Dans le même temps, la Russie apparaît encore, à certains égards, comme une source de risques autant que comme un partenaire pour ce qui concerne les défis de sécurité valorisés par le 11 septembre 2001 (criminalité organisée transnationale, flux de migrations illégales, prolifération des armes de destruction massive...). En outre, les interlocuteurs occidentaux du Kremlin, de l'Union européenne à l'OTAN en passant par Washington, s'interrogent sur la manière de faire évoluer leurs politiques et leurs moyens d'action dans l'environnement de sécurité international post-11 septembre, ce qui les prive sans doute de la créativité voulue pour redéfinir de manière décisive leurs rapports avec Moscou. Cet état de choses se trouve bien sûr accentué par les doutes de ces acteurs sur la mesure dans laquelle la Russie partage avec eux un certain nombre de valeurs essentielles (droits de l'Homme, démocratie...).

La politique étrangère américaine post-11 septembre brouille encore les cartes en divisant la communauté euro-atlantique. Elle nourrit en outre les oppositions de ceux qui, au sein du pouvoir russe, contestent la ligne de coopération défendue par le Kremlin et estiment que Vladimir Poutine n'a guère été « remercié » par Washington de sa souplesse sur certaines questions dans l'après-11 septembre 2001 : décision des États-Unis de se retirer du traité ABM de 1972, relique de la relation de grand à grand d'antan ; poursuite de l'élargissement de l'OTAN, par l'inclusion, notamment, de trois anciennes républiques de l'URSS ; présence américaine dans la périphérie méridionale de la Russie, etc.

Le fait que les attentats du 11 septembre n'aient pas donné lieu à une atténuation des tendances unilatéralistes de l'administration Bush pourrait renforcer la conscience d'intérêts communs sur certains sujets entre la Russie et l'UE et susciter un nouvel élan dans les efforts mutuels de rapprochement. Mais cette évolution ne sera possible de manière durable que si la Russie poursuit ses efforts pour déconnecter ses relations avec l'UE des objectifs qu'elle poursuit dans ses rapports avec Washington. Si le président Poutine paraît acquis à ce principe, la chose n'est pas aisée à faire admettre à la partie encore substantielle des élites russes qui envisage les relations internationales à travers le rapport avec les États-Unis, qu'il s'exprime en termes d'hostilité ou d'attrance. La Russie, sous l'égide de Vladimir Poutine, devra aussi se montrer capable de plus de souplesse dans son discours sur la spécificité de ses intérêts et de son rôle sur la scène internationale, une condition nécessaire pour la promotion de la confiance entre la Russie et l'UE.

En définitive, face à l'hyper puissance américaine qu'elles cherchent toutes deux à équilibrer, le partenariat UE - Russie, en dépit des ambitions affichées, reste caractérisé par ses hésitations et ses ambiguïtés : la Russie ne parvient pas encore à convaincre de son intérêt pour l'Europe ; l'UE agit en ordre dispersé et n'a pas de projet véritable à proposer à la Russie.

Pour cela, l'adoption (ou le rejet) de la nouvelle Constitution européenne renforcera t'elle les capacités diplomatiques d'action et de négociation de l'UE? Le président Poutine poursuivra t'il son orientation diplomatique et parviendra t'il à maintenir un pouvoir personnel fort et prolongé ?

## 6 Annexe : cartographie de la Russie

Situation générale et crises majeures de la Russie ([www.atlas-historique.net](http://www.atlas-historique.net))



## Ressources énergétiques et bases américaines autour de la Mer Caspienne (www.monde-diplomatique.fr)



Sources : Energy Map of the Middle East and Caspian Sea, Petroleum Economist and Arthur Andersen, Londres, 2002 ; Comité professionnel du pétrole (CPDP), Central Intelligence Agency's 2000 Maps and Publications (CIA), United States Energy Information Administration (US-EIA) ; Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) ; www.Globalsecurity.org ; United States Department of Defense (US-DOD) .

PHILIPPE REKACEWICZ



## 7 Bibliographie

### Ouvrages :

- BARRES Pierre, « *Pour l'Empire du monde, les américains aux frontières de la Russie et de la Chine* », Éditions Ellipses, 2003.
- BRZEZINSKI Zbigniew, « *Le grand échiquier* », Bayard Éditions Actualité, Paris, 1997.
- KAPLAN Robert D, « *La stratégie du guerrier, de l'éthique païenne dans l'art de gouverner* » Éditions Bayard, 2003.
- HASSNER Pierre et VAISSE Justin, « *Washington et le monde, dilemme d'une superpuissance* », éditions Autrement/CERI, 2003.
- LORRAIN Pierre, « *L'incroyable Alliance* », Éditions du Rocher, 2002
- NOUAILHAT Yves Henri, « *Les États-Unis et le monde de 1898 à nos jours* », Éditions Armand Colin, 2003.
- TODD Emmanuel, « *Après l'empire – Essai sur la décomposition du système américain* », Gallimard, 2002.

### Articles :

- CHOLOUS Chef d'Escadron Philippe, Mémoire de géopolitique « *Les relations russo-américaines dans l'après guerre froide De l'antagonisme idéologique à la collaboration pragmatique* » 10<sup>ème</sup> promotion du Collège Interarmées de Défense. Année 2002/2003
- CHAUPRADE Aymeric, « *La stratégie globale des États-Unis face à l'émergence de la Chine* », La Nouvelle Revue d'Histoire , n° 2, septembre - octobre 2002.
- FACON Isabelle, « *Le positionnement géostratégique de la Russie : entre renouvellement et inertie* », La lettre de prospective du Sénat, 2004.
- FACON Isabelle, « *Russie - Union européenne : le " partenariat stratégique " en perspective* », La lettre de prospective du Sénat, 2004.
- GERE François, « *La nouvelle stratégie des États-Unis* », Institut Diplomatie & Défense, mai 2002.
- RAGGI Philippe, « *Les États-Unis d'Amérique et le reste du monde* », Bulletin N°7 de l'Association pour l'Histoire, septembre 2003.
- THOM Françoise, « *La Russie et l'Europe* » Conférence prononcée à l'Hôtel national des Invalides le 11 décembre 2003, au profit du Trinôme Éducation nationale - Défense de l'académie de Paris.

### Ouvrages collectifs et revues :

- Politique étrangère – IFRI, Automne 2004.
- Géopolitique. Revue de l'Institut International de Géopolitique « *la Russie, l'Europe et la France* », n°86, avril - juin 2004.
- AGIR revue générale de stratégie, « *Stratégie russe pour le XXI<sup>e</sup> siècle* », n° 11/12 Été/Automne 2002.
- Les cahiers de Mars : « *la Russie* », n°173 – 2<sup>ème</sup> semestre 2002.
- National Security Strategy NSS (Stratégie de Sécurité Nationale SSN) 2002 de G.W. Bush
- The Quadrennial Defense Review report, Department of Defense, 30 septembre 2001.
- Rebuilding America's defense, Strategy, Forces and Resources For a New Century, rapport de The Project for the New American Century, Septembre 2000

## 8 Table des matières

<b>1</b>	<b>Introduction</b>	<b>2</b>
<b>2</b>	<b>Deux états aux situations disproportionnées</b>	<b>4</b>
2.1	<i>Une Russie diminuée</i>	4
2.1.1	La descente aux enfers de l'Ex Armée Rouge	4
2.1.2	Un capitalisme toujours en devenir aidé par une croissance fragile	5
2.1.3	Le dangereux déclin démographique	6
2.1.4	L'évolution de la vision diplomatique	7
2.2	<i>Les Etats-Unis : seule hyper puissance</i>	8
2.2.1	La première puissance économique et militaire	8
2.2.2	La nouvelle place de la Russie dans la pensée stratégique américaine	11
<b>3</b>	<b>Vers une nouvelle guerre froide ?</b>	<b>13</b>
3.1	<i>Les évolutions de la politique extérieure des États-Unis</i>	13
3.1.1	Le choc du 11 septembre 2001	13
3.1.2	Un unilatéralisme inavoué	14
3.1.3	La défense permanente du leadership mondial	15
3.2	<i>La transformation du containment</i>	16
3.2.1	La protection de l'Europe devenue un poids pour les Etats-Unis	16
3.2.2	Renforcer l'OTAN à l'est : " la nouvelle Europe " de Donald Rumsfeld	18
3.2.3	L'implantation des Etats-Unis en Asie Centrale	19
3.2.4	L'émergence de la puissance chinoise	19
3.3	<i>Le retour de l'autoritarisme russe</i>	20
3.3.1	La collaboration Washington – Russie : « l'incroyable alliance »	21
3.3.2	La reprise en main de « l'étranger proche »	22
<b>4</b>	<b>Quelles alliances ?</b>	<b>24</b>
4.1	<i>La fin des alliances permanentes</i>	24
4.1.1	Désacralisation de l'Organisation des Nations Unies	24
4.1.2	Une position russe peu lisible	26
4.2	<i>Des alliances ou une communauté d'intérêts?</i>	27
4.2.1	L'instrumentalisation des pays européens par la Russie	27
4.2.2	La défiance des Etats-Unis vis-à-vis des pays européens	28
4.2.3	Moscou va-t-elle (re)prendre la tête de l'axe du mal ?	29
<b>5</b>	<b>Conclusion</b>	<b>31</b>
<b>6</b>	<b>Annexe : cartographie de la Russie</b>	<b>33</b>
<b>7</b>	<b>Bibliographie</b>	<b>36</b>
<b>8</b>	<b>Table des matières</b>	<b>37</b>